

[Texte]

développement touristique. Est-ce que ça continue comme ça? Est-ce que ça va changer?

**Mr. Hockin:** That question poses that we cast our minds back to the entente, which is still in existence, but it expires March 31, 1990. The government has made it clear that although it is going to have co-operative economic relationships with the provinces, it is not going to extend those kinds of ERDA arrangements, including the tourist ones.

**M. Ricard:** Je n'ai pas d'autres questions, monsieur le président. Merci.

• 1140

**Mr. Manley (Ottawa South):** We have the announcement in the budget of the cancellation of the unsolicited proposals program which, as I am sure you are aware, was frequently used by small business as a means of getting its foot in the government procurement door.

I notice there is no mention in Bill C-3 of government procurement. As you know, with the Free Trade Agreement we are entering into a situation where small businesses are given a very substantial preference in the United States on government procurement possibilities. I wonder what measures you are intending in order to see that government procurement in Canada is used to enhance the ability of small business to grow and to compete in the world.

**Mr. Hockin:** The obligations that DSS was carrying forward before are now being picked up by various departments, including the Department of Industry, Science and Technology. The kinds of things you are suggesting could be taken up under this department's sector campaigns, under the DIPP program, under the various regional programming. There is no doubt that the Department of Industry, Science and Technology will play a key role on this procurement side. So when those obligations cease to be there for DSS, they will be picked up by other departments. This one is an important part of that.

**Mr. Manley:** One is the question—I hate to use the word—of harmonization with the U.S., which has a very significant procurement policy for small business.

The second aspect is whether your ministry will be proactive in ensuring that the small business community out there, especially in the high tech sector, understands how it can get its foot in the door, as it has been doing previously through the UPP program.

**Mr. Hockin:** We in this department, in conjunction with other departments, have initiated a major undertaking in the procurement area. Let me just go

[Traduction]

development of tourism. Will that agreement continue to be in effect? Will its status change?

**M. Hockin:** Pour répondre, il est nécessaire de se reporter à l'entente qui existe toujours mais vient à expiration le 31 mars 1990. Le gouvernement a été très clair: même s'il a des liens de coopération économique avec les provinces, il n'a aucunement l'intention d'élargir les ententes pour en faire une sorte d'entente de développement économique et régional qui s'appliquerait au tourisme.

**Mr. Ricard:** I have no other questions, Mr. Chairman. Thank you.

**M. Manley (Ottawa-Sud):** Le budget annonce l'annulation du programme des propositions non sollicitées; comme vous le savez, les petites entreprises s'en sont fréquemment servi pour s'introduire auprès du gouvernement.

J'ai remarqué que le projet de loi C-3 ne fait pas référence aux approvisionnements de l'État. Comme vous le savez, l'Accord de libre-échange nous place dans une situation où la petite entreprise va être très nettement privilégiée dans les marchés d'état aux États-Unis. Est-ce que vous envisagez des mesures qui permettraient d'utiliser les approvisionnements du gouvernement canadien pour favoriser les petites entreprises canadiennes, assurer leur croissance et leur permettre de rivaliser avec leurs concurrents mondiaux?

**M. Hockin:** Les anciennes obligations du MAS sont désormais prises en charge par divers ministères, notamment par le ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie. Les mesures dont vous parlez pourraient être envisagées dans le cadre des campagnes sectorielles de ce ministère, dans le cadre du PPID ou en vertu des différents programmes régionaux. Il est bien certain que le ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie va jouer un rôle clé en matière d'approvisionnement. Par conséquent, les responsabilités auxquelles renonce le MAS ont été immédiatement prises en charge par d'autres ministères, et celle des marchés d'État en fait partie.

**M. Manley:** Il faut également parler de la question de l'harmonisation avec les États-Unis, malgré les réserves que m'inspire ce mot, car l'administration américaine applique une très importante politique d'approvisionnement en direction de la petite entreprise.

Deuxièmement, il faut savoir si votre ministère va intervenir pour faire comprendre à la petite entreprise, en particulier dans le secteur de la haute technologie, comment s'y prendre pour se faire ouvrir les portes, comme il pouvait le faire précédemment en vertu du programme UPP.

**M. Hockin:** En collaboration avec d'autres ministères, nous avons pris des mesures importantes en matière d'approvisionnement. Je voudrais vous en parler